

MODULES DE FORMATION	DUREE MINIMALE (nombre d'heures)
<ul style="list-style-type: none"> <li>o Codes de mesure CPE (volume/superficie de pertes/surface au sol brute, etc. ;</li> <li>o Logiciel CPE, feuilles de calcul... ;</li> <li>o Connaissance de base des normes, des normes de qualité, des règlements, des certificats, informations techniques ;</li> <li>o Compréhension des fiches techniques, certificats, etc. et interprétation des documents ;</li> <li>o Base de données DPEB ;</li> <li>o Principes d'équivalence ;</li> </ul>	
8. Interprétation des résultats et communication au sein de l'équipe de construction	4
<ul style="list-style-type: none"> <li>o Interprétation des résultats ;</li> <li>o Rédaction d'un avis ciblé à l'intention de la personne soumise à déclaration, de l'architecte, de l'entrepreneur, de l'installateur, etc. : <ul style="list-style-type: none"> <li>* Avis concernant le niveau des exigences en vigueur ;</li> <li>* Avis concernant les (meilleurs) résultats visés par la personne soumise à déclaration ;</li> <li>* Compréhension du bilan énergétique (paramètres, etc.), structure du modèle de coûts (lien investissement/coût/etc.), possibilités d'optimisation de l'aménagement ;</li> <li>* Avis relatif à l'objectif d'un climat intérieur confortable ;</li> <li>* Avis NZEB ;</li> <li>* Connaissance des mécanismes d'aide financière (primes, réduction du précompte, etc.) ;</li> </ul> </li> </ul>	
9. Exercice pratique / tâche finale	9
<ul style="list-style-type: none"> <li>o Elaboration d'une mission qui intègre plusieurs des modules de formation et aspects susmentionnés ;</li> <li>o Courte présentation de la mission / de la tâche finale.</li> </ul>	

Vu pour être joint à l'arrêté ministériel relatif à la formation de rapporteur et aux instituts de formation visés à l'article 8.6.1 de l'arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010.

Bruxelles, le 17 novembre 2014.

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Energie,  
A. TURTELBOOM

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29792]

#### 20 NOVEMBRE 2014. — Décret modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° il est ajouté un point 7°, rédigé comme suit :

« 7° le projet éducatif du pouvoir organisateur : le document définissant l'ensemble des valeurs, des choix de société et des références à partir desquels un pouvoir organisateur définit des objectifs éducatifs, en cohérence avec le projet éducatif de l'organe de représentation auquel adhère ce pouvoir organisateur ; » ;

2° il est ajouté un point 8°, rédigé comme suit :

« 8° le projet pédagogique du pouvoir organisateur : le document définissant les visées pédagogiques et les choix méthodologiques permettant à un pouvoir organisateur de mettre en place son projet éducatif, en cohérence avec le projet pédagogique de l'organe de représentation auquel adhère ce pouvoir organisateur. ».

**Art. 2.** Dans l'intitulé du chapitre II « Des finalités et de l'organisation de l'Enseignement artistique à horaire réduit » du même décret, le mot « secondaire » est inséré entre le mot « enseignement » et le mot « artistique ».

**Art. 3.** Après l'article 3 du même décret, il est inséré une nouvelle section 1<sup>re bis</sup> rédigée comme suit :

#### « Section 1<sup>re bis</sup>. — Du projet pédagogique et artistique d'établissement

**Art. 3bis.** Le projet pédagogique et artistique d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et artistiques, et des actions concrètes particulières que les membres du personnel de l'établissement repris à l'article 49 du même décret entendent mettre en œuvre pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur visés à l'article 1<sup>er</sup>, 7° et 8°.

Le projet pédagogique et artistique d'établissement est élaboré en tenant compte, notamment :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et connaissances ;

2° des aspirations des élèves en matière de formation artistique, de projet de vie professionnelle et de poursuite des études ;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'établissement;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, ou du village dans lesquels l'établissement est implanté.

Le projet pédagogique et artistique d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs du décret ainsi que les compétences requises.

En outre, il établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre les élèves, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur, et les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation.

**Art. 3ter.** Tout établissement dispose d'un projet pédagogique et artistique d'établissement. Celui-ci est adapté au moins tous les cinq ans.

**Art. 3quater.** Le projet pédagogique et artistique d'établissement et ses modifications ultérieures sont soumis pour approbation au pouvoir organisateur, après avis de l'assemblée générale du Conseil des études et des organes de concertation locale.

**Art. 3quinquies.** Le pouvoir organisateur transmet le projet pédagogique et artistique d'établissement à l'administration dans le mois qui suit son approbation. Toute modification est également transmise dans les mêmes conditions. Le projet pédagogique et artistique d'établissement est fourni sur demande. ».

**Art. 4.** A l'article 4 du même décret, modifié par le décret du 23 janvier 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, 1°, c), les mots "visés au 3, 1°" sont remplacés par les mots "visés au § 3, 1°";

2° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, a), le mot "artistique" est remplacé par le mot "artistiques";

3° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a), le mot "artistique" est remplacé par le mot "artistiques";

4° le paragraphe 3, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement fixe la liste des cours artistiques, précise les critères visés aux 1° et 2° et détermine les cours pouvant bénéficier de l'accompagnement visé au 3°. »;

5° au paragraphe 5, les mots « et la grille horaire » sont supprimés.

**Art. 5.** A l'article 5 du même décret, les mots « années d'étude » sont remplacés par les mots « années d'études ».

**Art. 6.** A l'article 9, alinéa 2, du même décret, les mots « alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « article 8, § 1<sup>er</sup>, 1° et 3° ».

**Art. 7.** A l'article 12, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 23 janvier 2009, les mots « artistique secondaire » sont remplacés par les mots « secondaire artistique ».

**Art. 8.** A l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les points 1° à 4° sont remplacés par de nouveaux points 1° à 4°, rédigés comme suit :

« 1° la dénomination de l'établissement;

2° le domaine concerné;

3° l'intitulé du cours de base et du ou des cours complémentaires suivis;

4° la filière d'enseignement concernée. ».

**Art. 9.** A l'article 20 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « L'assemblée générale réunit tous les membres du personnel directeur et enseignant de l'établissement et rend des avis au pouvoir organisateur au sujet : » sont remplacés par les mots « L'assemblée générale est présidée par le chef d'établissement ou son délégué. Elle réunit tous les membres du personnel de l'établissement repris à l'article 49 du présent décret et rend des avis au pouvoir organisateur au sujet : »

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est ajouté un 5° rédigé comme suit :

« 5° du projet pédagogique et artistique d'établissement. »;

3° il est inséré un nouvel alinéa après l'alinéa 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit :

« L'assemblée générale se réunit au minimum une fois pendant l'année scolaire. Elle est convoquée par le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement au moins huit jours calendriers avant sa réunion. Un ordre du jour est joint à la convocation. »;

4° le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Si le quorum requis n'est pas atteint, une seconde réunion se tient dans les quinze jours calendriers, avec le même ordre du jour que la réunion précédente. A cette fin, une convocation est envoyée par le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement au moins huit jours calendriers avant la réunion. Quel que soit le nombre de membres du personnel présents, un avis valable est donné. ».

**Art. 10.** A l'article 21 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « au moins » sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots : « Dans le respect du caractère spécifique du projet éducatif du pouvoir organisateur, » sont remplacés par les mots « Dans le respect du caractère spécifique des projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur visés à l'article 1<sup>er</sup>, 7° et 8°, et du projet pédagogique et artistique d'établissement visé à l'article 3bis, ».

**Art. 11.** A l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2003, les points 1°, 2° et 3° sont remplacés par de nouveaux points 1°, 2° et 3° rédigés comme suit :

« 1° les modalités et les critères d'évaluation;

2° la valeur proportionnelle des évaluations et, le cas échéant, des épreuves qui composent celles-ci dans l'établissement du résultat final;

3° les règles de fonctionnement de l'assemblée générale et de délibération des conseils de classes et d'admission; ».

**Art. 12.** A l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « projet éducatif original » sont remplacés par les mots « projet pédagogique et artistique d'établissement particulier ».

**Art. 13.** A l'article 31, paragraphe 4, quatrième tiret, du même décret, les mots « projet de l'école » sont remplacés par les mots « projet pédagogique et artistique d'établissement visé à l'article 3bis ».

**Art. 14.** A l'article 38bis, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, du même décret, inséré par le décret du 30 avril 2009, les mots « projet pédagogique de l'établissement » sont remplacés par les mots « projet pédagogique et artistique d'établissement visé à l'article 3bis ».

**Art. 15.** A l'article 41bis, point 3, du même décret, inséré par le décret du 20 décembre 2001 et modifié par le décret du 30 avril 2009, les mots « projet pédagogique artistique » sont remplacés par les mots « projet pédagogique et artistique d'établissement, tel que visé à l'article 3bis, ».

**Art. 16.** A l'article 45, paragraphe 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 30 avril 2009, le point *b*) est remplacé par un nouveau point *b*) rédigé comme suit :

« *b*) la mise en place d'un projet pédagogique en relation directe avec le projet pédagogique et artistique d'établissement visé à l'article 3bis et les projets éducatifs des communes concernées; ».

**Art. 17.** L'article 46 du même décret est remplacé par un nouvel article 46, rédigé comme suit :

« Art. 46. Tout domaine d'enseignement d'un établissement qui, à partir de l'année scolaire 1998-1999, n'atteint pas au 31 janvier de l'année scolaire en cours la norme de rationalisation visée à l'article 40 est déclaré en voie de fermeture.

Tout domaine d'enseignement qui n'atteint pas la norme de rationalisation précitée durant deux années scolaires consécutives est déclaré définitivement fermé. ».

**Art. 18.** A l'article 51 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2003, le décret du 23 janvier 2008 et le décret du 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est supprimé;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, 3<sup>o</sup>, *f*), les mots « conservation et » sont supprimés;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, 7<sup>o</sup>, les mots « pour chacune des spécialités suivantes :

*a*) tapisserie;

*b*) tissage;

*c*) stylisme, parures et masques;

*d*) dentelle » sont supprimés;

4<sup>o</sup> au paragraphe 2, il est inséré un point 7<sup>o</sup>bis rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup>bis professeur de stylisme, parures et masques »;

5<sup>o</sup> au paragraphe 3, 6<sup>o</sup>, le *o*) est remplacé par ce qui suit :

« *o*) trompette, bugle et cornet à pistons; »;

6<sup>o</sup> au paragraphe 3, le point 7<sup>o</sup> est complété par ce qui suit :

« *i*) violoncelle baroque; »;

7<sup>o</sup> au paragraphe 5, il est inséré un point 3<sup>o</sup>bis rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup>bis professeur de danse traditionnelle; »;

8<sup>o</sup> au paragraphe 5, il est inséré un point 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> professeur chargé de l'accompagnement des cours de danse traditionnelle. ».

**Art. 19.** A l'article 56 du même décret, modifié par les décrets des 8 février 1999 et 17 juillet 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les emplois à prestations incomplètes de moins de trois périodes de cours hebdomadaires subventionnables peuvent être créés à titre temporaire uniquement. Le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire dans une fonction ne pourra être nommé ou engagé à titre définitif que lorsqu'au moins trois périodes définitivement vacantes dans la fonction concernée pourront lui être attribuées dans le respect des règles de priorité. »;

2<sup>o</sup> après l'alinéa 2, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Ces périodes sont déclarées vacantes après trois années d'organisation. A défaut, le pouvoir organisateur motive l'impossibilité de déclarer l'emploi vacant et soumet la motivation à l'organe de concertation compétent. »;

3<sup>o</sup> l'actuel alinéa 7, devenant l'alinéa 8, est remplacé par ce qui suit :

« Dans un établissement qui ne subit pas de réduction de dotation de périodes de cours dans un domaine donné, les emplois des membres du personnel mis en perte partielle de charge ou en disponibilité par défaut d'emploi sont comptabilisés à charge des dotations de l'établissement à partir de la deuxième année scolaire, si à ce moment ces emplois ne font pas l'objet d'une réaffectation, d'un rappel provisoire à l'activité ou d'une remise au travail, dans les limites des dotations annuelles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du domaine concerné. »

**Art. 20.** A l'article 57, paragraphe 1<sup>er</sup>, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Chaque emploi visé aux articles 55, 56 et 60 comporte une charge horaire hebdomadaire prestée par le membre du personnel selon une grille-horaire établie par le chef d'établissement. »;

2<sup>o</sup> au 2<sup>e</sup> alinéa, les mots « ou de son délégué » sont supprimés.

**Art. 21.** A l'article 59, paragraphe 2, du même décret, il est inséré un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Pour la fonction visée au présent paragraphe, une période représente une activité d'enseignement d'une durée de cinquante minutes. »

**Art. 22.** A l'article 60 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, en ce compris les points 1° à 5°, est remplacé par ce qui suit :

« Pour le ou les établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit organisés par un même pouvoir organisateur, les emplois de surveillants-éducateurs peuvent être créés et maintenus à raison d'un emploi à quart temps (9 périodes) pour chaque tranche entamée de 350 élèves réguliers. »;

2° il est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le nombre total de périodes de surveillants-éducateurs obtenues par un pouvoir organisateur, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, peut être réparti en un ou plusieurs emplois à quart temps, à mi-temps, à trois quarts temps ou à temps plein. »;

3° l'actuel alinéa 2, devenant l'alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Les emplois à quart temps (9 périodes) visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peuvent être fractionnés entre plusieurs membres du personnel. »

**Art. 23.** L'article 80 du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Ne sont pas considérés comme services admissibles les services que le membre du personnel a prestés, après le 1<sup>er</sup> septembre 1998, comme titulaire d'une fonction accessoire. ».

**Art. 24.** A l'article 84, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, les mots « , sauf le paiement du traitement du mois de décembre qui a lieu le premier jour ouvrable du mois de janvier de l'année suivante » sont supprimés.

**Art. 25.** A l'article 100 du même décret, modifié par le décret du 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, dernier tiret, les mots « du décret du 2 juin 1998 » sont supprimés;

2° au paragraphe 3, les mots « du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et » sont supprimés et les mots « ou de l'article 43 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités » sont insérés après les mots « octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers »;

3° au paragraphe 5, l'alinéa 3 est supprimé.

**Art. 26.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 101 du même décret, modifié par les décrets des 8 février 1999 et 1<sup>er</sup> juillet 2005, est supprimé.

**Art. 27.** A l'article 104, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 30 avril 2009, les points 2°, 3° et 4° sont supprimés.

**Art. 28.** Après l'article 104*bis*, il est inséré un nouvel article 104*ter* rédigé comme suit :

« Art.104*ter*. Pour l'application des articles 105, 106 et 107, il y a lieu de tenir compte des correspondances entre les anciens grades et les nouveaux grades académiques délivrés par les établissements d'enseignement supérieur de plein exercice, tel que prévu par le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, notamment l'article 184. ».

**Art. 29.** A l'article 105 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2003 , 25 avril 2008 et 30 avril 2009, au point 3°, a), 9° tiret, les mots « une notoriété » sont remplacés par les mots « la notoriété dans la spécialité à enseigner ».

**Art. 30.** A l'article 107 du même décret, modifié par les décrets des 8 février 1999, 17 juillet 2003, 11 mai 2007, 23 janvier 2009 et 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1°, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) titres requis :

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de déclamation, complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur du 3e degré délivré dans la spécialité « théâtre », complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement supérieur artistique de type court délivré dans la spécialité « Interprétation dramatique » complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de licence ou de master du domaine du théâtre et des arts de la parole, option arts oratoires ou option art dramatique, complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de licence ou de master du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, option interprétation dramatique ou théâtre et techniques de communication, complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de master didactique du domaine du théâtre et des arts de la parole, option arts oratoires ou option art dramatique;

— diplôme de master didactique du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, option interprétation dramatique ou théâtre et techniques de communication. »;

2° au point 3°, a), 5° tiret, les mots « option art dramatique, » sont supprimés.

**Art. 31.** A l'article 108 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2003, 25 avril 2008 et 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un point 3°*bis* rédigé comme suit :

« 3°*bis* professeur de danse traditionnelle :

a) titre requis : la reconnaissance d'expérience utile, complétée par le titre d'aptitude pédagogique;

b) titre jugé suffisant : la reconnaissance d'expérience utile;

c) titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement : CAPE de danse traditionnelle. »;

2° il est inséré un point 6° rédigé comme suit :

« 6° professeur chargé de l'accompagnement des cours de danse traditionnelle :

a) titre requis : la reconnaissance d'expérience utile, complétée par le titre d'aptitude pédagogique;

b) titre jugé suffisant : la reconnaissance d'expérience utile;

c) titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement : CAPE d'accompagnement des cours de danse traditionnelle. ».

**Art. 32.** L'article 110 du même décret est complété par les nouveaux alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

« Sur décision de deux ou plusieurs pouvoirs organisateurs appartenant ou non à un même réseau, des épreuves d'aptitude pédagogique à l'enseignement peuvent être regroupées en une seule session placée sous la responsabilité de l'un d'entre eux mandaté à cet effet.

Les accords entre pouvoirs organisateurs sont constatés par une convention d'une durée limitée à l'épreuve concernée. ».

**Art. 33.** A l'article 111 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « candidats » est remplacé par les mots « membres du personnel »;

2° les mots « fixé par les articles 105 à 108 » sont supprimés.

**Art. 34.** A l'article 112 du même décret, modifié par le décret du 23 janvier 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1°, le mot « secondaire » est inséré entre le mot « enseignement » et le mot « artistique »;

2° au point 2°, les mots « l'inspecteur de l'enseignement artistique à horaire réduit auquel se rapporte l'emploi à attribuer » sont remplacés par les mots « un inspecteur de l'enseignement artistique »;

3° le point 3° est remplacé par un nouveau point 3° rédigé comme suit :

« 3° six membres effectifs et quatre membres suppléants choisis parmi les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement artistique nommés ou engagés à titre définitif, les membres du service de l'inspection de l'enseignement artistique et les titulaires d'un diplôme universitaire en psychopédagogie ou en sciences de l'éducation.

Trois membres effectifs et deux membres suppléants sont désignés par le pouvoir organisateur; trois membres effectifs et deux membres suppléants sont désignés par le Gouvernement ou son délégué sur proposition du service de l'inspection de l'enseignement artistique.

Parmi ces dix membres sont désignés au maximum un membre du service de l'inspection de l'enseignement artistique et au maximum un titulaire d'un diplôme universitaire en psychopédagogie ou en sciences de l'éducation; ».

**Art. 35.** A l'article 113 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 2°, les mots « des six » sont supprimés;

2° il est ajouté un second alinéa, rédigé comme suit :

« La Commission est définitivement constituée dès la réunion préparatoire visée à l'article 116. ».

**Art. 36.** A l'article 114 du même décret, modifié par le décret du 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par un nouvel alinéa 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit :

« Deux mois au moins avant la date de l'examen, le pouvoir organisateur demande au Ministre ayant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions de lui communiquer les noms et les coordonnées du délégué de la Communauté française et des membres choisis par celle-ci. Il communique simultanément la liste des candidats inscrits et des membres de la Commission d'examen qu'il a choisis. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Un mois au moins avant la date de l'examen, le pouvoir organisateur avise chaque candidat de la date d'organisation des épreuves et communique, le cas échéant, la liste des documents et travaux écrits devant être présentés au président de la Commission d'examen, au plus tard 15 jours calendrier avant la date de l'examen, en autant d'exemplaires qu'il y a de membres de la Commission d'examen. »;

3° les alinéas 3 et 4 sont supprimés.

**Art. 37.** A l'article 115, alinéa 2, du même décret, les mots « les modalités de cotation » sont remplacés par les mots « la valeur proportionnelle ».

**Art. 38.** A l'article 119 du même décret, le mot « secondaire » est inséré entre le mot « enseignement » et le mot « artistique ».

## CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup> Dans le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace :

1° les membres du personnel enseignant qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif dans la fonction de professeur des métiers d'art pour la spécialité « conservation et restauration d'œuvres et d'objets d'art », sont réputés désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif dans la fonction de professeur des métiers d'art pour la spécialité « restauration d'œuvres et d'objets d'art » à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

2° les membres du personnel enseignant qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif dans la fonction de professeur de création textile pour les spécialités « tapisserie » ou « tissage » ou « dentelle », sont réputés désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif dans la fonction de professeur de création textile à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

3° les membres du personnel enseignant qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif dans la fonction de professeur de création textile pour la spécialité « stylisme, parures et masques », sont réputés désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif dans la fonction de professeur de stylisme, parures et masques à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Les services accomplis par les membres du personnel enseignant visés au § 1<sup>er</sup> dans une fonction dont l'appellation a été modifiée par le présent décret sont, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, réputés avoir été accomplis dans la nouvelle fonction.

**Art. 40.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 novembre 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances  
Mme I. SIMONIS

—————  
Note

(1) *Session extraordinaire 2014.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 10-1. — Amendement en commission, n° 10-2. — Rapport, n° 10-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 19 novembre 2014.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29792]

#### 20 NOVEMBER 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt :

“7° het opvoedingsproject van de inrichtende macht : het document waarin alle waarden, maatschappelijke keuzen en referenties waarop een inrichtende macht opvoedingsprojecten steunt, worden bepaald, in samenhang met het opvoedingsproject van het vertegenwoordigingsorgaan waartoe die inrichtende macht toetreedt;”;

2° er wordt een punt 8° toegevoegd, luidend als volgt :

“8° het pedagogisch project van de inrichtende macht : het document dat de pedagogische doelstellingen en de methodologische keuzen bepaalt waarop de inrichtende macht steunt om zijn opvoedingsproject uit te voeren, in samenhang met het pedagogisch project van het vertegenwoordigingsorgaan waartoe die inrichtende macht toetreedt.”.

**Art. 2.** In het opschrift van hoofdstuk II “Doelstellingen en organisatie van het Kunstonderwijs met beperkt leerplan” van hetzelfde decreet, wordt het woord “kunstonderwijs” vervangen door de woorden “kunstsecundair onderwijs”.

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde decreet, wordt een nieuwe afdeling *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

#### “*Afdeling 1bis.* — Pedagogisch en artistiek inrichtingsproject

Art. *3bis.* Het pedagogisch en artistiek inrichtingsproject bepaalt het geheel van de pedagogische en artistieke keuzen, en van de bijzondere concrete acties die de personeelsleden van de inrichting bedoeld in artikel 49 van hetzelfde decreet in het werk willen stellen, om de opvoedings- en pedagogische projecten van de inrichtende macht bedoeld in artikel 1, 7° en 8° te verwezenlijken.

Het pedagogisch en artistiek inrichtingsproject wordt bepaald, rekening houdend met :

1° de leerlingen die in de inrichting ingeschreven zijn, hun zowel culturele als sociale kenmerken, hun behoeften en hun bekwaamheid in de processen inzake verwerving van de competenties en kennis;

2° de wensen van de leerlingen inzake kunstopleiding, beroepslevensproject en voortzetting van de studies;

3° de sociale, culturele en economische omgeving van de inrichting;

4° de natuurlijke omgeving, de wijk, de stad, of het dorp waarin de inrichting gevestigd is.

Het pedagogisch en artistiek inrichtingsproject is een middel om de doelstellingen van het decreet te bereiken en om de vereiste competenties te verwerven.

Het bepaalt overigens de wijze waarop communicatie wordt aangemoedigd tussen leerlingen, personen die de ouderlijke macht uitoefenen of personen die een minderjarige in rechte of in feite onder hun hoede hebben, en leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel.

**Art. 3ter.** Elke inrichting heeft een pedagogisch en artistiek inrichtingsproject. Het wordt minstens om de vijf jaar aangepast.

**Art. 3quater.** Het pedagogisch en artistiek inrichtingsproject en de latere wijzigingen ervan worden de inrichtende macht ter goedkeuring voorgelegd, na advies van de algemene vergadering van de Studieraad en van de plaatselijke overlegorganen.

**Art. 3quinquies.** De inrichtende macht deelt het pedagogisch en artistiek inrichtingsproject aan de administratie mee binnen de maand die op de goedkeuring ervan volgt. Elke wijziging wordt ook volgens hetzelfde schema meegedeeld. Het pedagogisch en artistiek inrichtingsproject wordt op aanvraag overgelegd.”.

**Art. 4.** In artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, 1°, c) van de Franse tekst, worden de woorden “visés au 3, 1°” vervangen door de woorden “visés au § 3, 1°”;

2° in paragraaf 3, eerste lid, 1°, a), worden de woorden “inzake opvoeding en artistieke opleiding” vervangen door de woorden “inzake kunstopvoeding en –opleiding”;

3° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, a), worden de woorden “inzake opvoeding en artistieke opleiding” vervangen door de woorden “inzake kunstopvoeding en –opleiding”;

4° paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

“De Regering stelt de lijst van de kunstvakken vast, bepaalt de criteria bedoeld in 1° en 2° en de vakken die in aanmerking komen voor de in 3° bedoelde begeleiding.”;

5° in paragraaf 5, worden de woorden “en het uurrooster” geschrapt.

**Art. 5.** In artikel 5 van hetzelfde decreet, in de Franse tekst, worden de woorden “années d’étude” vervangen door de woorden “années d’études”.

**Art. 6.** In artikel 9, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “lid 1” vervangen door de woorden “artikel 8, § 1, 1° en 3°”.

**Art. 7.** In artikel 12, paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden, in de Franse tekst, de woorden “artistique secondaire” vervangen door de woorden “secondaire artistique”.

**Art. 8.** In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de punten 1° tot 4° vervangen door de nieuwe punten 1° tot 4°, luidend als volgt :

1° de naam van de inrichting;

2° het betrokken gebied;

3° de benaming van de basisleergang en van de gevolgde aanvullende leergang(en);

4° de betrokken filière van het onderwijs.”.

**Art. 9.** In artikel 20 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “De algemene vergadering verzamelt al de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de inrichting en brengt advies uit aan de Inrichtende Macht over : ” vervangen door de woorden “De algemene vergadering wordt voorgezeten door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde. Ze bestaat uit alle personeelsleden van de in artikel 49 van dit decreet vermelde inrichting en brengt advies uit aan de inrichtende macht over :”

2° in het eerste lid, wordt een 5° toegevoegd, luidend als volgt :

“5° het pedagogisch en artistiek inrichtingsproject.”;

3° na het eerste lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De algemene vergadering komt minstens één keer gedurende het schooljaar bijeen. Ze wordt door de inrichtende macht of het inrichtingshoofd minstens acht kalenderdagen vóór de bijeenkomst bijengeroepen. Bij de oproepingsbrief wordt een agenda gevoegd.”;

4° het laatste lid wordt vervangen als volgt :

“Indien het vereiste quorum niet bereikt is, wordt een tweede vergadering binnen de veertien kalenderdagen georganiseerd, met dezelfde agenda als de voorafgaande vergadering. Daartoe stuurt de inrichtende macht of het inrichtingshoofd minstens acht kalenderdagen vóór de vergadering een oproepingsbrief. Ongeacht het aantal aanwezige personeelsleden, wordt een geldig advies gegeven.”.

**Art. 10.** In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “ten minste” geschrapt;

2° in het tweede lid, worden de woorden : “In naleving van het specifiek karakter van het educatief project” vervangen door de woorden “Met inachtneming van het specifieke karakter van de educatieve en pedagogische projecten van de inrichtende macht bedoeld in artikel 1, 7° en 8°, en van het pedagogisch en artistiek inrichtingsproject bedoeld in artikel 3bis.”.

**Art. 11.** In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2003, worden de punten 1°, 2° en 3° vervangen door de nieuwe punten 1°, 2° en 3°, luidend als volgt :

1° de nadere regels en de criteria voor de evaluatie;

2° de verhoudingswaarde van de evaluaties en, in voorkomend geval, van de proeven waaruit deze bestaan, bij de vaststelling van het eindresultaat;

3° de regels voor de werking van de algemene vergadering, voor de beraadslaging van de klassenraden en voor de toelating.”.

**Art. 12.** In artikel 25, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “origineel educatief project” vervangen door de woorden “bijzonder pedagogisch en artistiek inrichtingsproject”.

**Art. 13.** In artikel 31, paragraaf 4, vierde streepje, van hetzelfde decreet, worden de woorden “het schoolproject” vervangen door de woorden “het in artikel 3bis bedoelde pedagogisch en artistiek inrichtingsproject”.

**Art. 14.** In artikel 38bis, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden “het pedagogisch project van de inrichting” vervangen door de woorden “het in artikel 3bis bedoelde pedagogisch en artistiek inrichtingsproject”.

**Art. 15.** In artikel 41bis, punt 3, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2001 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden “artistiek pedagogisch project” vervangen door de woorden “in artikel 3bis bedoeld pedagogisch en artistiek inrichtingsproject”.

**Art. 16.** In artikel 45, paragraaf 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt punt b) vervangen door een nieuw punt b), luidend als volgt :

“b) het uitbouwen van een pedagogisch project in rechtstreeks verband met het in artikel 3bis bedoelde pedagogisch en artistiek inrichtingsproject en met de educatieve projecten van de betrokken gemeenten;”.

**Art. 17.** Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een nieuw artikel 46, luidend als volgt :

“Art. 46. Elk onderwijsgebied van een inrichting dat vanaf het schooljaar 1998-1999 de bij artikel 40 bedoelde norm voor rationalisatie op 31 januari van het lopende schooljaar niet bereikt, wordt aangegeven als bedreigd met sluiting.

Elk onderwijsgebied dat gedurende twee opeenvolgende schooljaren de voormelde rationalisatienorm niet bereikt, wordt als definitief gesloten beschouwd.”.

**Art. 18.** In artikel 51 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2003, het decreet van 23 januari 2008 en het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt het derde lid afgeschaft;

2° in paragraaf 2, 3°, f) , worden de woorden “instandhouding en” geschrapt;

3° in paragraaf 2, 7°, worden de woorden “voor elk van de volgende specialiteiten :

a) tapijtkunst; b) weverij; c) modeontwerpen, sieraden en maskers d) kantwerk;

geschrapt;

4° in paragraaf 2, wordt een punt 7°bis ingevoegd, luidend als volgt :

“7°bis leraar modeontwerpen, sieraden en maskers”;

5° in paragraaf 3, 6°, wordt o) vervangen als volgt :

“o) trompet, bugel, kornet;”;

6° in paragraaf 3, wordt punt 7° aangevuld als volgt :

“i) barokcello;”;

7° in paragraaf 5, wordt een punt 3°bis ingevoegd, luidend als volgt :

“3°bis leraar traditionele dans;”;

8° in paragraaf 5, wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

“6° leraar belast met de begeleiding van de leergangen traditionele dans .”.

**Art. 19.** In artikel 56 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999 en 17 juli 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De betrekkingen met onvolledige dagtaak met minder dan drie wekelijkse lestijden die voor subsidiëring in aanmerking komen, kunnen uitsluitend tijdelijk worden gecreëerd. Het personeelslid dat tijdelijk in een ambt wordt aangesteld of aangeworven, kan slechts in vast verband aangesteld of aangeworven worden als minstens drie lestijden die in het betrokken ambt definitief vacant zijn geworden, hem kunnen worden toegekend met inachtneming van de voorrangsregels.”

2° na het tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Die lestijden worden als vacant verklaard na drie jaar organisatie. Zo niet, dan geeft de inrichtende macht de reden aan waarom de betrekking niet vacant kan worden verklaard en legt ze die motivatie aan het bevoegde overlegorgaan voor.”;

3° het huidige lid 7, dat het achtste lid wordt, wordt vervangen als volgt :

“In een inrichting die geen vermindering van de lestijgendotatie op een bepaald gebied ondergaat, worden de betrekkingen van de personeelsleden die een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaan of die terbeschikking worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking, opgeteld ten laste van de dotaties van de inrichting vanaf het tweede schooljaar, indien deze betrekkingen op dat ogenblik niet het voorwerp uitmaken van een reffectatie, een voorlopige terugroeping in actieve dienst of een wedertewerkstelling, binnen de perken van de jaarlijkse dotaties bedoeld in het eerste lid van het betrokken gebied.”

**Art. 20.** In artikel 57, paragraaf 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“Elke betrekking bedoeld in de artikelen 55, 56 en 60 omvat een wekelijkse lestijdenopdracht die door het personeelslid wordt gepresteerd volgens een uurrooster dat door het inrichtingshoofd wordt opgemaakt.”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “of van zijn gemachtigde” geschrapt.



**Art. 21.** In artikel 59, paragraaf 2, van hetzelfde decreet, wordt een laatst lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Voor het in deze paragraaf bedoelde ambt, is een lestijd een onderwijsactiviteit die vijftig minuten duurt.”

**Art. 22.** In artikel 60 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, met inbegrip van de punten 1° tot 5°, wordt vervangen als volgt :

“Voor de inrichting(en) voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan die door één zelfde inrichtende macht worden georganiseerd, kunnen de betrekkingen van studiemeester-opvoeder worden gecreëerd en behouden in verhouding tot één betrekking van een vierde werktijd (9 lestijden) voor elke aangesneden schijf van 350 regelmatige leerlingen.”;

2° er wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Het totaal aantal lestijden van studiemeester-opvoeder die worden bekomen door een inrichtende macht, bedoeld in het eerste lid, kan worden verdeeld over één of meer betrekkingen van een vierde werktijd, halftijds, drie vierde werktijd of voltijds.”;

3° het huidige tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt vervangen als volgt :

“De betrekkingen van een vierde werktijd (9 lestijden) bedoeld in het eerste lid kunnen niet worden verdeeld over verschillende personeelsleden.”

**Art. 23.** Artikel 80 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Worden niet beschouwd als in aanmerking komende diensten, de diensten die het personeelslid na 1 september 1998 heeft gepresteerd als titularis van een bijambt.”.

**Art. 24.** In artikel 84, paragraaf 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden : “uitgezonderd de wedde van de maand december die de eerste werkdag van de maand januari van het volgend jaar wordt uitbetaald.” geschrapt.

**Art. 25.** In artikel 100 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, laatste streepje, worden de woorden “van het decreet van 2 juni 1998” geschrapt;

2° in paragraaf 3, worden de woorden “van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en” geschrapt en worden “of van artikel 43 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten” ingevoegd na de woorden “het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma’s en studiegetuigschriften”;

3° in paragraaf 5, wordt het derde lid afgeschaft.

**Art. 26.** Het eerste lid van artikel 101 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999 en 1 juli 2005, wordt afgeschaft.

**Art. 27.** In artikel 104, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de punten 2°, 3° en 4° afgeschaft.

**Art. 28.** Na artikel 104*bis*, wordt een nieuw artikel 104*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 104*ter*. Voor de toepassing van de artikelen 105, 106 en 107, moet rekening worden gehouden tussen de vroegere academische graden en de nieuwe academische graden die worden uitgereikt door de inrichtingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan, zoals bepaald bij het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inzonderheid artikel 184.”.

**Art. 29.** In artikel 105 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2003, 25 april 2008 en 30 april 2009, in punt 3°, *a)*, 9° streepje, worden de woorden “een bekendheid” vervangen door de woorden “de bekendheid in de specialiteit”.

**Art. 30.** In artikel 107 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 17 juli 2003, 11 mei 2007, 23 januari 2009 en 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°, wordt *a)* vervangen als volgt :

“*a)* vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— diploma van het hoger kunstonderwijs voordrachtskunst, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van het hoger kunstonderwijs van de 3e graad, uitgereikt in de specialiteit “toneelkunst”, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van het hoger kunstonderwijs van het korte type, uitgereikt in de specialiteit “toneelvertolking”, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van licentiaat of master van de domeinen van het toneel en woordkunsten, optie redekunsten of optie toneelkunst, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van licentiaat of master van de domeinen van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, optie dramatische vertolking of toneel en communicatietechnieken, aangevuld met de erkenning van de nuttige ervaring en een bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van didactische master van de domeinen van het toneel en de woordkunsten, optie redekunst of optie toneelkunst;

— diploma van didactische master van de domeinen van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, optie dramatische vertolking of toneel en communicatietechnieken.”;

2° in punt 3°, *a)*, 5° streepje, worden de woorden “optie toneelkunst,” geschrapt.

**Art. 31.** In artikel 108 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2003, 25 april 2008 en 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 3°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“3°*bis* leraar hedendaagse dans :

a) vereist bekwaamheidsbewijs : de erkenning van de nuttige ervaring, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

b) als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs : de erkenning van de nuttige ervaring;

c) bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs : getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs traditionele dans.”;

2° er wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

“6° leraar belast met de begeleiding van de leergangen traditionele dans :

a) vereist bekwaamheidsbewijs : de erkenning van de nuttige ervaring, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

b) als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs : de erkenning van de nuttige ervaring;

c) bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs : getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs traditionele dans.”.

**Art. 32.** Artikel 110 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het nieuwe tweede en derde lid, luidend als volgt :

“Op beslissing van twee of meer inrichtende machten die al dan niet tot één zelfde net behoren, kunnen proeven betreffende de pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs worden gegroepeerd in één enkele zitting, die onder de verantwoordelijkheid staat van één van die, die daartoe gemachtigd is.

De afspraken tussen inrichtende machten worden vastgesteld door een overeenkomst waarvan de duur beperkt is tot de betrokken proef.”.

**Art. 33.** In artikel 111 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “kandidaten” wordt vervangen door de woorden “personeelsleden”;

2° de woorden “, dat bij de artikelen 105 tot 108 is bepaald” worden geschrapt.

**Art. 34.** In artikel 112 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°, wordt het woord “kunstonderwijs” vervangen door de woorden “kunstsecundair onderwijs”;

2° in punt 2°, worden de woorden “de inspecteur van het kunstonderwijs met beperkt leerplan verantwoordelijk voor het gebied waarmee de te begeven betrekking verband houdt” vervangen door de woorden “een inspecteur van het kunstonderwijs”;

3° punt 3° wordt vervangen door een nieuw punt 3°, luidend als volgt :

“3° zes werkende leden en vier plaatsvervangende leden, gekozen uit de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het kunstonderwijs, in vast verband benoemd of aangeworven, de leden van de inspectiedienst van het kunstonderwijs en de titularissen van een universitair diploma in de psychopedagogie of in de opvoedingswetenschappen.

Drie werkende leden en twee plaatsvervangende leden worden door de inrichtende macht aangesteld; drie werkende leden en twee plaatsvervangende leden worden door de Regering of haar gemachtigde aangesteld op de voordracht van de inspectiedienst van het kunstonderwijs.

Uit die tien leden worden hoogstens één lid van het kunstonderwijs en hoogstens één titularis van een universitair diploma in de psychopedagogie of in de opvoedingswetenschappen aangesteld.”.

**Art. 35.** In artikel 113 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, worden de woorden “op de zes” geschrapt;

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“De Commissie is definitief samengesteld vanaf de voorbereidende vergadering bedoeld in artikel 116.”.

**Art. 36.** In artikel 114 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door een nieuw eerste lid, luidend als volgt;

“Minstens twee maanden vóór de datum van het examen, vraagt de inrichtende macht de Minister bevoegd voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan haar de namen en persoonlijke gegevens van de afgevaardigde van de Franse Gemeenschap en de door deze gekozen leden mee te delen. Zij deelt gelijktijdig de lijst mee van de ingeschreven kandidaten en van de leden van de examencommissie die ze heeft gekozen.”;

2° het tweede lid wordt vervangen door een nieuw tweede lid, luidend als volgt :

“Minstens één maand vóór de datum van het examen, brengt de inrichtende macht iedere kandidaat op de hoogte van de datum voor de organisatie van de proeven, en deelt, in voorkomend geval, uiterlijk 15 kalenderdagen vóór de datum van het examen, de lijst van de documenten en geschreven werken die aan de voorzitter van de examencommissie moeten worden voorgelegd mee, in zoveel exemplaren als er leden van de examencommissie zijn.”;

3° het derde lid en het vierde lid worden afgeschaft.

**Art. 37.** In artikel 115, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “de nadere regels voor de beoordeling” vervangen door de woorden “de verhoudingswaarde”.

**Art. 38.** In artikel 119 van hetzelfde decreet, wordt het woord “kunstonderwijs” vervangen door de woorden “kunstsecundair onderwijs”.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 39.** § 1. Op het gebied van de beeldende, visuele en ruimtekunsten :

1° worden de leden van het onderwijzend personeel die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk aangesteld zijn of in vast verband benoemd zijn in het ambt van leraar kunstberoepen voor de specialiteit “instandhouding en restauratie van kunstwerken en –voorwerpen”, geacht tijdelijk aangesteld of in vast verband benoemd te zijn in het ambt van leraar kunstberoepen voor de specialiteit “instandhouding en restauratie van kunstwerken en –voorwerpen” op de datum van inwerkingtreding van dit decreet;

2° worden de leden van het onderwijzend personeel die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk aangesteld zijn of in vast verband benoemd zijn in het ambt van leraar textielcreatie voor de specialiteiten “tapijtwerk”, “weverij” of “kantwerk”, geacht tijdelijk aangesteld of in vast verband benoemd te zijn in het ambt van leraar textielcreatie op de datum van inwerkingtreding van dit decreet;

3° worden de leden van het onderwijzend personeel die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk aangesteld zijn of in vast verband benoemd zijn in het ambt van leraar textielcreatie voor de specialiteit “modeontwerpen, sieraden en maskers”, geacht tijdelijk aangesteld of in vast verband benoemd te zijn in het ambt van leraar “modeontwerpen, sieraden en maskers” op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. De diensten die door de in § 1 bedoelde leden van het onderwijzend personeel werden gepresteerd in een ambt waarvan de benaming door dit decreet werd gewijzigd, worden, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, geacht in het nieuwe ambt te zijn gepresteerd.

**Art. 40.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 november 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Sport,  
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

—  
Nota

(1) *Buitengewone zitting 2014.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 10-1. — Commissieamendement, nr. 10-2. — Verslag, nr. 10-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 november 2014.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29775]

**19 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant octroi de deux agréments de Centre de validation des compétences**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française qui prévoit, en ses articles 14,15 et 16, les conditions d'agrément en tant que centre de validation des compétences;

Vu le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité directeur du 25 juin 2014;